

# Le Monde WEEK-END

Samedi 28 septembre 2013 - 69<sup>e</sup> année - N°21366 - 3,50 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayres

## Réchauffement climatique : le scénario noir des experts

- La température de la planète pourrait s'élever jusqu'à 4,8 degrés d'ici à 2100, selon le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat
- Le niveau des océans pourrait monter de près d'un mètre LIRE PAGES 2-3



Iceberg à la dérive, dans le sud du Groenland.

G. HERBAUT/INSTITUTE POUR « LE MONDE »

## Sofia Coppola Luxe, cinéma et volupté

La réalisatrice intello est aussi une égérie de la mode. Un paradoxe qu'elle assume



M • LE MAGAZINE DU « MONDE

UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

## INTERNATIONAL

### Syrie: accord surprise russo-américain sur une résolution

La Russie et les États-Unis sont parvenus, à l'ONU, à un accord sur une résolution encadrant la destruction de l'arsenal chimique du régime de Bachar Al-Assad. Le texte, qui pourrait être adopté dès vendredi soir, consacre le succès diplomatique de Moscou. LIRE PAGE 4

### Iran: les négociations sur le contentieux nucléaire relancées

En marge de l'Assemblée générale des Nations unies, les chefs des diplomaties iranienne et américaine ont eu un tête-à-tête, une première depuis 1979. Les discussions sur le dossier nucléaire devraient reprendre les 15 et 16 octobre à Genève. LIRE PAGE 4

## POLITIQUE

### Duflot tacle Valls et embarrasse l'Elysée

La ministre du logement a vertement critiqué son collègue de l'intérieur sur le dossier des Roms en affirmant qu'il était allé « au-delà de ce qui met en danger le pacte républicain ». Un nouveau couac gouvernemental qui agace François Hollande. LIRE PAGE 8



## CULTURE & IDÉES

### Soderbergh, clap de fin ?

Le réalisateur a annoncé qu'il quittait le cinéma. Entretien avec un « retraité » hyperactif

Les femmes, portion congrue de l'art. Enquête SUPPLÉMENT

## Islamophobie, du fantasme à la réalité

Islamophobie : longtemps, le terme a été controversé, tant il apparaissait comme un instrument propre à invalider toute critique de l'intégrisme musulman.

Il commence pourtant à être admis par des responsables politiques et des intellectuels : la réalité des actes commis contre des lieux de culte ou des citoyens musulmans est désormais reconnue par les plus hautes instances de l'État. Cette reconnaissance est bienvenue. Nommer et identifier un problème ne peut que contribuer à sa résolution.

## ÉDITORIAL

Bien des facteurs ont contribué à cette évolution. La médiation d'agressions de femmes voilées prises à partie sans autre raison que l'affichage de leur appartenance religieuse. Mais aussi le travail d'associations qui ont mis en lumière des faits jusque-là passés sous silence ou assimilés à du « racisme ordinaire ».

Ou encore la publication de statistiques validées par le ministère de l'intérieur, faisant état d'une augmentation régulière des plaintes liées à des actes antimusulmans, qu'il s'agisse d'agressions physiques ou verba-

les contre des personnes ou de dégradations de lieux de culte. Ou, enfin, la condamnation politique unanime des profanations à répétition de tombes militaires (ou civiles) musulmanes.

Mais le simple constat ne suffit pas. Encore faut-il connaître les causes de ces nouvelles tensions, qui malmènent la deuxième religion de France. Mais aussi, et surtout, éviter les pièges de l'instrumentalisation à laquelle ce sujet est propice.

Les ressorts de l'islamophobie sont nombreux : anticléricalisme, rejet de la différence, lecture géopolitique de l'islam, assimilé à l'islamisme radical et au terrorisme, revendications identitaires et religieuses jugées exorbitantes par la société française, remise en cause de certaines lois de la République par des pratiquants... Il est de la responsabilité de chacun : observateurs, responsables politiques, militants de la lutte contre l'islamophobie, de discerner la validité de chacune de ses causes dans le contexte français.

D'autant que des soupçons pèsent sur la légitimité de ce combat, qui ne serait qu'un prétexte pour invalider toute critique de la religion musulmane et instaurer, au bout du compte, un délit de blasphème. Cette crainte

— qui a contribué à disqualifier le terme même d'islamophobie — est fondée. Pendant des années, l'Organisation de la coopération islamique a défendu à l'ONU l'inscription de la diffamation des religions dans le droit international. Elle n'y est pas parvenue. Mais la confusion demeure dans les esprits les plus radicaux.

D'autres voient aussi dans ce combat une volonté chez certains musulmans de s'inscrire dans une concurrence victimaire avec les juifs, afin de « minimiser » l'antisémitisme. Là encore, une définition claire de la lutte contre l'islamophobie permettra de couper court à toute instrumentalisation.

Enfin, sur le plan politique, une attention sans faille doit être portée aux discours présentant les musulmans et l'islam en général comme un « problème ». Selon la plupart des observateurs, cette tentation de l'amalgame favorise le passage à l'acte.

Dans ce contexte, les politiques doivent veiller à ce que la laïcité, convoquée de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne soit pas à son tour instrumentalisée pour justifier le rejet global d'une religion. ■

LIRE NOS INFORMATIONS

P. 9-10



Appel à candidatures  
jusqu'au 15 novembre 2013

## Le Cabinet Vogel & Vogel

en partenariat avec

L'Expansion

lance la 2<sup>ème</sup> édition du

Prix Vogel de droit économique.



VOGEL & VOGEL

L'Expansion



Pour plus d'information ou pour participer :  
connectez-vous sur le site www.prix-vogel.com

# Une hausse possible de 4,8 °C d'ici à la fin du siècle

Le cinquième rapport du GIEC, adopté vendredi, aggrave le diagnostic sur l'évolution du réchauffement

Stockholm  
Envoyé spécial

Les experts du climat aggravent leur diagnostic. Au terme d'une négociation marathon qui s'est achevée à Stockholm, vendredi 27 septembre au petit matin, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a adopté le premier volet de son cinquième rapport. Sur plusieurs points cette édition apparaît bien plus alarmante que la précédente, publiée en 2007.

Le texte le plus attendu n'est cependant pas le rapport lui-même, qui sera publié en janvier 2014, mais son « Résumé à l'intention des décideurs », bref document d'une vingtaine de pages qui servira de base aux éventuelles actions politiques menées sur le front climatique.

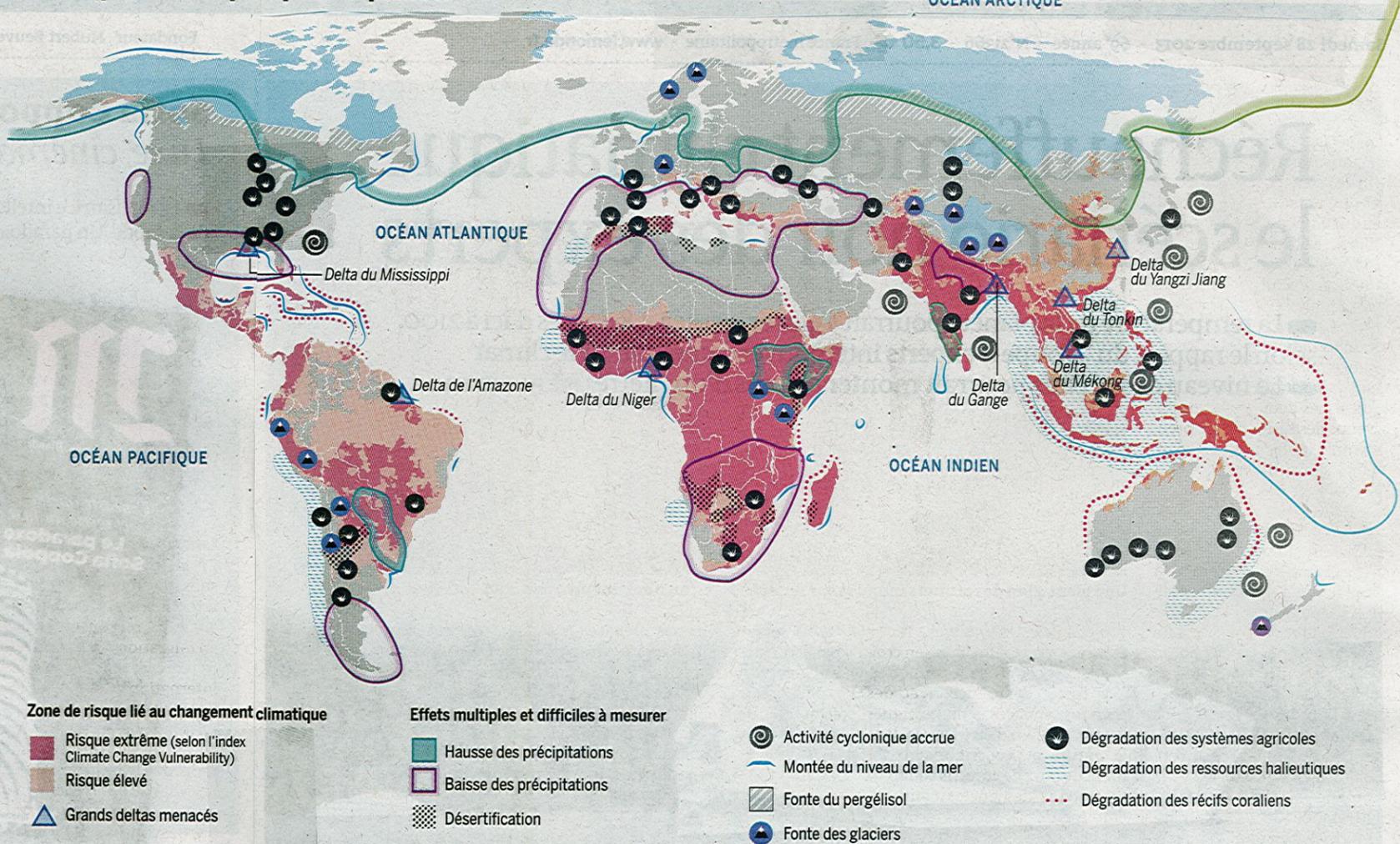
Adopté ligne à ligne par les délégués et les scientifiques de l'ensemble des 195 pays membres du GIEC, il présente l'état des connaissances scientifiques sur le réchauffement de la manière la plus consensuelle possible. Le tableau est assez sombre. « C'est une confirmation mais aussi un renforcement des diagnostics précédents », résume Jean-Pascal van Ypersele (université catholique de Louvain), vice-président du GIEC.

**Températures** Les experts du climat estiment désormais « extrêmement probable » – c'est-à-dire, avec une probabilité supérieure à 95% – que l'élévation de la température terrestre relevée depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle est bel et bien le fait de l'accumulation des gaz à effet de serre d'origine humaine. Cette probabilité était évaluée à 90% dans le précédent rapport, rendu en 2007. Le réchauffement moyen depuis 1880 est désormais de 0,85°C et les trois dernières décennies sont « probablement » les plus chaudes depuis au moins 1400 ans. En fonction des scénarios de développement (du plus sobre au plus émetteur), les modèles climatiques prévoient une élévation de température comprise entre 0,3°C et 4,8°C pour la période 2081-2100, par rapport à la période 1986-2005. Seul le scénario le plus sobre – et aussi le

## Six ans de travail

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) rend ses rapports d'évaluation tous les six ans. Chacun d'entre eux est rédigé par des centaines de chercheurs, puis revu par l'ensemble de la communauté scientifique, ainsi que les experts des 195 pays membres du GIEC, mais aussi d'ONG, d'entreprises, etc. Chaque rapport comporte trois volets. Le premier porte sur la science ; le deuxième sur les vulnérabilités régionales ; le troisième sur les leviers socio-économiques à même d'atténuer le réchauffement et/ou de s'y adapter. Les deuxième et troisième volets du cinquième rapport seront publiés début 2014.

## Des impacts multiples pour la planète



COMPILATION ATLAS DU MONDE DE DEMAIN, LA VIE/LE MONDE

SOURCES : PNUE - V. RAISSON, 2003, ATLAS DES FUTURS DU MONDE, ROBERT LAFFONT, 2008 ; MAPLECROFT, CLIMATE CHANGE VULNERABILITY INDEX 2013

plus improbable – a une probabilité supérieure à 50% d'éviter de dépasser le seuil de 2°C au-dessus des températures pré-industrielles. Seule note d'espoir : les experts ont légèrement élargi la fourchette donnant l'élévation de température en cas de doublement du CO<sub>2</sub> : de 2°C à 4,5°C en 2007, ils sont passés de 1,5°C à 4,5°C.

**Glaces** Neiges et glaces de toutes sortes se rétractent rapidement. La banquise arctique estivale a perdu, en surface, entre 9,4% et 13,6% depuis 1979. Les experts n'excluent pas qu'elle ait totalement disparu

au milieu du siècle, dans le cas du scénario le plus noir. Les glaciers de montagne ont perdu en moyenne environ 275 milliards de tonnes (Gt) par an entre 1993 et 2009.

Les experts estiment « très probable » que la calotte de glace du Groenland a perdu en moyenne 34 Gt par an entre 1992 et 2001. L'Antarctique est soumis à une accélération comparable. La perte de glace des deux inlandsis contribue fortement à faire monter les océans.

**Niveau de la mer** En 2007, le précédent rapport prévoyait une élé-

vation moyenne du niveau de la mer comprise entre 18 cm et 59 cm d'ici à la fin du siècle. Cette estimation avait été critiquée dès sa publication : elle ne tenait pas compte des pertes de glace du Groenland et de l'Antarctique.

En intégrant ces deux contributeurs importants, les simulations donnent des chiffres plus conséquents : en fonction des émissions à venir, la mer pourrait être plus haute de 26 cm à 82 cm dans la période 2081-2100 qu'entre 1986-2005. Mais dans le scénario le plus catastrophique, les experts donnent comme four-

chette haute le chiffre de 98 cm d'élévation moyenne. Avec un rythme qui pourrait atteindre 0,8 cm à 1,6 cm par an au cours des deux dernières décennies du siècle. Ce rythme est aujourd'hui de 3,2 mm par an. D'autres simulations donnent des valeurs beaucoup plus importantes mais ne font pas consensus dans la communauté scientifique. Entre 1901 et 2010, les océans se sont en moyenne élevés de 19 cm. Cependant, préviennent les experts, cette élévation n'est pas uniforme : certaines régions seront plus rapidement affectées que d'autres.

**Événements extrêmes** Les experts estiment « très probable » que l'influence humaine a contribué aux changements de fréquence et d'intensité des températures extrêmes notés depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. « Les vagues de chaleur vont très probablement se produire plus fréquemment et durer plus longtemps », a déclaré le climatologue Thomas Stocker (université de Berne), co-président du groupe de travail du GIEC. Avec le réchauffement, nous nous attendons à voir les régions humides recevoir plus de pluies et les régions les plus sèches à en recevoir moins. »

## La vraie-fausse « pause » du réchauffement

OBJET de toutes les spéculations, la fameuse « pause » du réchauffement a nourri un grand nombre d'articles de presse et de commentaires de toutes sortes : les gaz à effet de serre continuent à s'accumuler dans l'atmosphère mais, depuis 1998, un ralentissement de la hausse de la température moyenne mondiale se fait sentir. Cet infléchissement de la courbe est régulièrement cité pour mettre en doute la solidité des sciences du climat.

Dans le Résumé à l'intention des décideurs de son rapport, rendu public vendredi 27 septembre, le Groupe d'experts intergouver-

nemental sur l'évolution du climat (GIEC) aborde cette question hautement controversée. « C'était une demande des gouvernements qui nous ont dit avoir été interrogés sur ce point », précise le climatologue Jean-Pascal van Ypersele (université catholique de Louvain), vice-président du groupe d'experts.

« En plus de la tendance robuste constatée sur plusieurs décennies, la température de surface montre une substantielle variabilité d'une année sur l'autre, ou d'une décennie sur l'autre », écrivent les experts. En raison de cette variabilité naturelle, les tendances basées

sur des courtes périodes sont très sensibles aux dates de début et de fin des relevés, et ne reflètent pas en général les tendances climatiques à long terme. » Ainsi, entre 1998 et 2012, l'augmentation de la température moyenne mondiale n'a été que de 0,05°C par décennie, alors que la tendance moyenne calculée sur la période 1951-2012 a été de 0,12°C de réchauffement par décennie.

L'une des raisons de cette différence, expliquent les auteurs du GIEC, est que l'année 1998 a été marquée – outre le réchauffement anthropique – par un phénomène El Niño d'une exceptionnelle

intensité. Ce phénomène naturel et pseudo-périodique fait grimper considérablement la température moyenne du globe.

Les modèles numériques utilisés par la communauté scientifique montrent ainsi une bonne correspondance avec les mesures de températures menées entre 1951 et 2012, mais les experts notent « des différences entre les simulations et les observations » sur des périodes de dix à quinze ans. Les chercheurs n'en excluent cependant pas, « dans certains modèles », une prise en compte inadéquate de certains paramètres. ■

S. FO.

STÉPHANE FOUART

## Une pression supplémentaire sur les négociations internationales

LE CINQUIÈME RAPPORT du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) provoquera-t-il un sursaut des négociations internationales ? C'est l'un des enjeux majeurs du message délivré par les scientifiques. Aucune instance n'a autant de légitimité pour rappeler les gouvernements à leur devoir d'agir.

« La question est bien sûr de savoir quelle sera la réaction des gouvernements face à ce défi. Il est clair que les engagements pris à ce jour sont insuffisants », a confirmé Christiana Figueres, la secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur les change-

ments climatiques.

Les scénarios d'élévation des températures dessinés par le GIEC d'ici à la fin du siècle cadrent la discussion engagée au niveau mondial. En 2009, lors du funeste sommet de Copenhague, les chefs d'Etat ont endossé l'objectif de 2°C – la limite au-delà de laquelle, il y aurait de sérieux risques à laisser s'emballer la machine climatique, selon les scientifiques.

L'action n'a pas pour autant suivi. La négociation en vue d'un accord mondial liant tous les grands pays émetteurs s'est enlisée. Au point de donner le spectacle d'un processus en panne, illi-

ble, incapable de trouver une convergence entre les vieux pays industrialisés, fauteurs historiques du réchauffement et les pays émergents décidés à ne pas hypothéquer, par des engagements trop contraignants, leurs perspectives de développement.

La crise économique a relégué l'urgence climatique au second plan. Même en Europe, jusqu'alors fer de lance de cette bataille, « le climat est tombé de la table », constate un observateur des arcanes communautaires.

Rendez-vous a pourtant été pris : d'ici à décembre 2015, un accord global devra être élaboré. Il

entrerait en vigueur à partir de 2020. En novembre, à Varsovie, lors de la conférence climat, la France devrait être officiellement désignée hôte de ce sommet de tous les dangers sur lequel plane déjà le spectre de Copenhague. Deux ans ne seront pas de trop pour tenter de construire un consensus.

### Dirigeants imperméables

Le temps de la négociation n'est pas au diapason de l'urgence climatique. L'alerte donnée, année après année avec davantage d'arguments, a eu peu de prise sur des agendas politiques dominés par

d'autres priorités. C'est aussi le sort qui risque d'être réservé au nouveau diagnostic du GIEC. Un cri d'alarme de plus, vite oublié.

Pour les scientifiques, c'est un constat amer. « Notre capacité de pression est immense si je la compare à ce qu'elle était il y a vingt ans. Mais elle reste si fragile. Les dirigeants sont imperméables à la pression internationale lorsqu'ils ne sont pas soumis à la pression de leur propre opinion publique », notait le climatologue Hervé Le Treut, le 20 décembre 2009, au matin de la débâcle de Copenhague. L'analyse reste d'actualité. Vendredi à Stockholm, des mem-

bres du réseau Avaaz – qui fédère plusieurs millions de citoyens sur internet – ont manifesté devant l'enceinte où se réunissaient les membres du GIEC.

« Nous sommes là pour amplifier le message des scientifiques. Avec la certitude à 95% que le réchauffement est d'origine anthropique, le débat est terminé. Les gouvernements doivent agir », a déclaré le porte-parole du mouvement Luis Morago. « Il reste vingt-sept mois d'ici à la Conférence de Paris. Le rapport du GIEC est pour nous le point de départ d'une nouvelle mobilisation. » ■

LAURENCE CARMEL

La Terre se réchauffe, dangereusement. Vendredi 27 septembre, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a confirmé une évidence qui ne soulève encore de doute que dans l'esprit de ceux qui refusent de regarder la réalité en face et dévient aux scientifiques le sérieux de leur travail.

Le cinquième rapport du GIEC aggrave le diagnostic posé en termes très clairs dès 2007. Ainsi, selon le texte rédigé à l'intention des décideurs et approuvé, ligne par ligne, par les représentants des Etats présents à

Il sera, souhaitons-le, évité, mais il pourrait tout à fait advenir.

Le nouveau cri d'alarme du GIEC a déclenché une pluie de déclarations politiques plus volontaristes les unes que les autres. Dans ce concert de voix appelant à l'action, celle, notable, des Etats-Unis, dont le secrétaire d'Etat, John Kerry, a demandé « plus de coopération et d'engagement diplomatique ». Sans doute ne faut-il pas boudier ces déclarations d'intention.

Mais ne soyons pas naïfs. Le changement climatique n'est plus une question de connaissances. Les scientifiques ont fait leur travail. Les politiques disposent des éléments pour exercer leurs responsabilités. Ils se sont jusqu'à présent payés de mots, alors que ce n'est pas seulement l'« avenir de la planète » qui est en jeu, mais surtout celui des générations futures, à commencer par les enfants qui naissent aujourd'hui.

Des négociations internationales sont en cours. Plus personne n'y prête attention. Depuis l'échec de la conférence de Copenhague, en 2009, elles offrent le spectacle de l'impasse à laquelle conduit le multilatéralisme

quand les grands joueurs – Etats-Unis et Chine – refusent de coopérer. Cela pourrait changer. Les deux plus gros pollueurs ont donné des signes. Mais les discussions ne doivent pas rester cantonnées à l'enceinte de la convention de l'ONU sur le climat, où ne siègent que les ministres de l'environnement, dont le poids politique est souvent proche de zéro dans leur pays.

La lutte contre le réchauffement climatique est l'affaire des chefs d'Etat, car elle implique une profonde transformation de nos sociétés. C'est à eux de résoudre l'équation, qu'il s'agisse de partager le « fardeau » ou de définir une nouvelle économie sobre en carbone. La crise ne pourra être éternellement un prétexte pour ne pas affronter ce débat.

En 2015, la France accueillera le sommet sur le climat, où les Etats se sont donné rendez-vous pour signer un accord qui engage l'ensemble de la planète, vieux pays industrialisés responsables historiques du réchauffement et nouveaux pays émergents, grands pollueurs. C'est un grand défi pour lequel notre pays se doit d'être exemplaire. ■

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 6

## ÉDITORIAL

Stockholm, le climat de la planète s'aventure lentement mais sûrement vers un réchauffement qui pourrait atteindre 4,8 °C d'ici à la fin du siècle. Ce qui pourrait conduire à une hausse du niveau des océans proche de 1 mètre.

Il s'agit là du scénario noir, celui qui pourrait survenir si les gouvernements échouaient à prendre des mesures pour inverser la courbe des émissions polluantes.

M 00147 - 929 - F - 1,80 €

Algérie 150 DA, Allemagne 2,20 €, Andorre 2,00 €, Autriche 2,40 €, Belgique 1,80 €, Cameroun 1 800 F CFA, Canada 4,50 \$, Côte d'Ivoire 1 800 F CFA, Croatie 19,50 Kn, Danemark 28 KRD, Espagne 2,20 €, Finlande 3,50 €, Ga  
Guyane 2,40 €, Hongrie 850 HUF, Irlande 2,20 €, Italie 2,20 €, Luxembourg 1,80 €, Malte 2,50 €, Maroc 12 DH, Norvège 28 KRN, Pays-Bas 2,40 €, Portugal cont. 2,20 €, La Réunion 2,00 €, Sénégal 1 800 F CFA, Slovaquie 2,50 €, Suède 39 KR, Suisse

LE MONDE 29 - 30 / 09 / 2013

## Une étude sur les travaux du GIEC démontre que le groupe d'experts du climat n'a jamais été catastrophiste

Par prudence, les experts auraient sous-estimé les effets du réchauffement climatique

Le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est-il « catastrophiste »? Cherche-t-il à sensibiliser les opinions quitte à exagérer la menace du réchauffement? Pour le savoir, une équipe d'historiens des sciences, de sociologues et de climatologues ont passé en revue les quatre premiers rapports de l'organisme intergouvernemental et les ont confrontés à l'évolution de la science ou, simplement, aux variations climatiques effectivement mesurées plus tard.

Leurs résultats, publiés récemment dans la revue *Global Environmental Change*, battent en brèche les reproches d'exagération souvent formulés à l'encontre du groupe d'experts. Au contraire, ce dernier a systématiquement « sous-estimé » les effets du réchauffement, explique l'historienne des sciences Naomi Oreskes (Harvard University), co-auteur de ces travaux.

Les premières prévisions du GIEC anticipaient ainsi, à moyen terme, une augmentation moyenne du niveau des mers d'environ 2 mm par an. Cette élévation se fait aujourd'hui au rythme d'environ 3,2 mm par an, « plus de 50 %

au-dessus des prévisions du GIEC », notent les auteurs. De même, le quatrième rapport, rendu en 2007, avait présenté des estimations d'élévation du niveau marin à l'horizon 2100 qui ont dû être revues à la hausse dans le cinquième et dernier rapport. Une part de la communauté scientifique les juge encore trop faibles.

De la même manière, l'accélération de la fonte estivale de la banquise arctique, depuis le milieu des années 2000, « n'a pas été prévue par les modèles numériques » utilisés dans le cadre du GIEC.

D'autres facteurs ont été sous-estimés. « L'ensemble du carbone contenu dans le pergélisol [le sol perpétuellement gelé des régions paléarctiques] a été estimé à 1672 milliards de tonnes (Gt), soit plus du double du carbone présent dans l'atmosphère, rappellent ainsi les auteurs. Cela signifie que le potentiel amplificateur d'un relargage dans l'atmosphère de ce carbone par la fonte du pergélisol est énorme. Pourtant, cet effet potentiel n'a été pris en compte dans aucune des projections du GIEC. » Une omission qui introduit un « biais profond tendant à sous-estimer l'ampleur du réchauffement ».

Sur d'autres sujets comme le lien entre des événements météorologiques extrêmes et le réchauffement ou le stockage de chaleur dans l'océan, la même « prudence » du GIEC est observée. Ce « conservatisme scientifique » ne se manifeste pas seulement dans les prévisions des effets du réchauffement. Il se retrouve également dans la manière dont les experts du cli-

**Cette « prudence » se manifeste aussi dans la manière dont les experts anticipent le rythme à venir des émissions humaines de gaz à effet de serre**

mat anticipent le rythme à venir des émissions humaines de gaz à effet de serre. En 1999, le GIEC avait ainsi élaboré différents scénarios de développement économique – des plus sobres aux plus émetteurs. En définitive, c'est le pire de tous ces scénarios qui s'est réalisé dans la décennie qui a suivi. Les experts n'étaient pas parvenus

à imaginer pire situation que la réalité.

Pour quelles raisons le GIEC tend-il souvent à minimiser la menace? L'implication des gouvernements dans le processus du GIEC y contribue sans doute, dit en substance Naomi Oreskes. Cependant, d'autres éléments suggèrent que les communautés scientifiques sont, en elles-mêmes, très conservatrices. Dans leur étude, les auteurs évoquent même un « principe de moindre étonnement », selon lequel une hypothèse ou un résultat a plus de chances d'être acceptés s'il ne heurte pas par ses aspects spectaculaires ou dramatiques.

L'un des auteurs du deuxième rapport, qui a été rendu en 1995, raconte volontiers qu'une discussion très « politique » opposa les scientifiques sur le choix des mots à utiliser pour décrire l'empreinte du réchauffement anthropique, qui venait alors d'être détectée: était-elle « appréciable » ou « discernable »? « C'est le mot discernable, qui fut retenu, raconte Naomi Oreskes. Le terme n'est pas faux, mais c'est clairement le plus faible des deux. » ■

STÉPHANE FOUART